

> Mars 2016, pages 17, 18 et 19

FIN DE CYCLE POUR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Pour la république sociale

PAR FRÉDÉRIC LORDON



Yves Velter. – « A Practical Solution for Hesitation » (Une bonne solution quand on hésite), 2014
www.yvesvelter.com [<http://www.yvesvelter.com/>]

C / EST bien l'esprit de Lampedusa (1) qui plane sur l'époque : tout changer pour que rien ne change. Et encore, « tout changer »... A peine feindre. A moins, ce qui serait presque pire, qu'ils ne soient sincères : on ne peut pas exclure en effet que les protagonistes de la « primaire à gauche » soient convaincus de produire une innovation politique radicale, alors qu'ils bafouillent la langue morte de la Ve République. Le comble de l'engluement, c'est bien sûr de ne plus être capable de penser au-delà du monde où l'on est englué. Présidentialisation forcenée, partis spectraux, campagnes lunaires, vote utile, voilà la prison mentale que les initiateurs de la « primaire à gauche » prennent pour la Grande Evasion. Et pour conduire à quoi ? La fusion de la contribution sociale généralisée (CSG) et de l'impôt sur le revenu ? un programme en faveur de l'isolation des logements ? une forte déclaration sur la « réorientation de l'Europe » ?

Il est vrai que, comme la pierre du Nord (guérit les rhumatismes et les ongles incarnés) avait besoin pour s'écouler de se rehausser de la mention « Vu à la télé », l'étiquette « Soutenu par *Libération* » signale surtout le rossignol d'une parfaite innocuité, la subversion en peau de lapin bonne à n'estomaquer que les éditorialistes, comme si de l'inénarrable trio Joffrin-Goupil-Cohn-Bendit pouvait sortir autre chose qu'un cri d'amour pour le système, qui leur a tant donné et qu'il faut faire durer encore. En tout cas, il ne manque pas de personnel dans le service de réanimation, où la croyance qu'un tube de plus nous tirera d'affaire n'a toujours pas désarmé.

Le cadavre que, contre toute raison, ses propres nécessiteux s'efforcent de prolonger, c'est celui de la « social-démocratie », entrée, en France comme ailleurs dans le monde, dans sa phase de décomposition terminale. Pour avoir une idée du degré d'aveuglement où conduit parfois l'acharnement thérapeutique, il suffit de se figurer qu'aux yeux mêmes de ces infirmiers du désespoir, « toute la gauche » est une catégorie qui s'étend sans problème de Jean-Luc Mélenchon à Emmanuel Macron — mais ce gouvernement ne s'est-il pas encore donné suffisamment de peine pour que nul n'ignore plus qu'il est *de droite*, et que, en bonne logique, une « primaire de gauche » ne saurait concerner aucun de ses membres ni de ses soutiens ?

En politique, les morts-vivants ont pour principe de survie l'inertie propre aux institutions établies et l'ossification des intérêts matériels. Le parti de droite socialiste, vidé de toute substance, ne tient plus que par ses murs — mais jusqu'à quand ? Aiguillonnée par de semblables intérêts, la gauche des boutiques, qui, à chaque occasion électorale, se fait prendre en photo sur le même pas de porte, car il faut bien préserver les droits du fricot — splendides images de Pierre Laurent et Emmanuelle Cosse encadrant Claude Bartolone aux régionales —, n'a même plus le réflexe élémentaire de survie qui lui ferait apercevoir qu'elle est en train de se laisser gagner par la pourriture d'une époque finissante. Il n'y a plus rien à faire de ce champ de ruines, ni des institutions qui en empêchent la liquidation — et pas davantage de la guirlande des « primaires » qui pense faire oublier les gravats en y ajoutant une touche de décoration.

La seule chose dont nous pouvons être sûrs, c'est qu'aucune alternative *réelle* ne peut naître du jeu ordinaire des institutions de la Ve République et des organisations qui y flottent entre deux eaux le ventre à l'air. Cet ordre finissant, il va falloir lui passer sur le corps. Comme l'ont abondamment montré tous les mouvements de place et d'occupation, la réappropriation politique et les parlementarismes actuels sont dans un rapport d'antinomie radicale : la première n'a de chance que par la déposition (2) des seconds, institutions dont il est désormais établi

qu'elles sont faites pour que surtout *rien n'arrive* — ce « rien » auquel la « primaire de gauche » est si passionnément vouée.

Le problème des mouvements « destituants », cependant, est qu'ils se condamnent eux-mêmes à l'inanité s'ils ne se résolvent pas à l'idée qu'aux grandes échelles il n'y a de politique qu'instituée, ou réinstituée, y compris de cette institution qu'ils ont d'abord voulu contourner : la représentation. C'est sans doute une ivresse particulière que de rester dans le suspens d'une sorte d'apesanteur politique, c'est-à-dire dans l'illusion d'une politique « horizontale » et affranchie de toute institution, mais si le mouvement ne revient pas sur terre *à sa manière*, c'est l'ordre établi qui se chargera de l'y ramener — et à la sienne. Mais alors, comment sortir de cette contradiction entre l'impossible prolongement du suspens « destituant »... et le fatal retour à l'écurie parlementaire ? Il n'y a qu'une seule réponse, presque logique, à cette question décisive : s'il faut revenir sur terre, c'est pour changer *les formes mêmes* de la politique.

La forme de la politique a un nom général : la Constitution. Comment s'organisent la délibération et la décision : c'est la Constitution qui le dit. Sauf à croire que délibération et décision peuvent se passer de toute organisation institutionnelle, et sauf à s'en remettre aux formes en place, le chemin de crête pour échapper à l'aporie précédente, le premier temps de la réappropriation, c'est bien la réécriture d'une Constitution, puisqu'elle seule décidera de nos réappropriations ultérieures. Architecture des niveaux de décision, règles de délibération, organisation de la subsidiarité (maximale), modes de désignation des représentants, ampleur de leurs délégations, forme de leur mandat, rotation, révocation, parité, composition sociale des assemblées, etc., toutes ces choses qui déterminent qui fait quoi en politique et qui a voix à quoi sont, par définition, l'affaire de la Constitution.

C'est à ce moment, en général, qu'on objecte à l'exercice constitutionnel son abstraction qui n'embraye sur rien, son étrangeté aux préoccupations concrètes des populations. Et c'est vrai : si elle n'est qu'un Meccano juridique formel coupé de tout, la simagrée constitutionnelle ne mérite pas une minute de peine ; on ne sait que trop comment elle est vouée à finir : en divertissement pour éditorialistes et en consolidation de la capture parlementaire. Mais contre cela le spectacle même de l'époque nous vaccine radicalement. Car il nous donne avec une grande force l'idée de savoir *quoi faire* d'une Constitution — la seule idée qui donne un sens à l'exercice constitutionnel. Une Constitution cesse en effet d'être un amusement hors-sol de juriste et redevient objet d'intérêt concret pour les citoyens mêmes, du moment où l'on sait à quel projet substantiel de société elle est subordonnée. Mais un tel projet, il nous suffit de contempler notre situation d'aujourd'hui pour en avoir aussitôt le négatif. Précarisation érigée en modèle de société, injustices honteuses, celles faites aux Goodyear, comme hier aux Conti, attaque inouïe contre le code du travail, toutes ces choses n'en disent qu'une : faire plier le salariat, parachever le règne du capital. Et puis là-dessus arrive un film, le *Merci patron !* de François Ruffin, qui, en quelque sorte, ramasse tous ces motifs d'indignation mais les transmute en un gigantesque éclat de rire — c'est qu'à la fin le gros (Bernard Arnault) mord la poussière et les petits sortent en sachant désormais que « c'est possible » (3).

Un film fait-il à lui seul un point de bascule ? En tout cas, il se trouve qu'il est là, et qu'une idée qui sort d'un film est toujours cent fois plus puissante que la même qui sort d'un discours général. Il se trouve également qu'au moment particulier où il survient, l'idée d'en faire un point de catalyse n'est pas plus bête qu'autre chose. C'est que tout craque dans la société présente, et

que le point de rupture pourrait n'être plus si loin. Or, entre la causalité directe, et directement restituée, qui va de la richesse de Bernard Arnault à la misère des Klur (4), la misérable corruption de hiérarques socialistes passés sans vergogne au service du capital (5), grands médias devenus inoffensifs, *Merçi patron!* nous livre synthétiquement le tableau de la décomposition actuelle, nous indiquant par là même ce qu'il faut faire — tout le contraire — et, par suite, le sens à donner à un mouvement de réappropriation constituante. S'il fallait des antidotes au constitutionnalisme intransitif, à coup sûr en voilà un !

On dira cependant que les Constitutions n'ont à voir qu'avec les règles mêmes de la délibération politique, et qu'elles n'ont pas à préjuger de ses issues. Et c'est en partie vrai également. La tare européenne par excellence n'est-elle pas, par exemple, d'avoir constitutionnalisé les politiques économiques à propos desquelles il n'y a par conséquent... plus rien à délibérer ? On se tromperait cependant si on cédait au formalisme pur pour regarder les Constitutions comme des règles en apesanteur, en surplomb de tout parti pris substantiel. Il n'est pas une Constitution qui ne dissimule dans ses replis une idée très arrêtée de la société qu'elle organise. C'est peu dire que la Constitution de la Ve République a la sienne — la même, en fait, que celle des quatre républiques qui l'ont précédée. Et l'on ne voit pas pourquoi, dans ces conditions, nous nous priverions de dire haut et fort quelle est la nôtre.

Mais alors, quelles sont ces différentes idées, la leur, la nôtre ? L'idée enkystée d'hier, l'idée possible de demain ? La République est un peu cachottière, elle affiche des choses et en dissimule d'autres. Liberté ? Celle du capital. Égalité ? Limitée à l'isoloir. Fraternité ? Le mot creux dont on est sûr qu'il n'engage à rien. Alors quoi vraiment ? Propriété. Le talisman caché de nos républiques successives, toutes déclinaisons d'une même république dont il va falloir donner le vrai nom, non pas la République tout court, mais la république *bourgeoise*, ce talisman caché, donc, c'est le droit des propriétaires des moyens de production. La République, c'est l'armature constitutionnelle de l'empire du capital sur la société.

Car, mis à part la coercition directe du servage, a-t-on vu emprise plus puissante sur l'existence matérielle des gens, donc sur leur existence tout court, que l'emploi salarié comme point de passage obligé de la simple survie, l'emploi dont les propriétaires des moyens de production, précisément, ont le monopole de l'offre, et qu'ils n'accordent qu'à leurs conditions ? Que tous les Klur de la terre soient jetés après avoir été exploités jusqu'à la corde, c'est la conséquence même de cet empire... et de la bénédiction constitutionnelle qui lui donne forme légale.

Que tel soit bien l'ancrage réel de cette république invariante — car sous ce rapport sa numérotation importe peu —, c'est l'histoire qui en administre la preuve la plus formelle en rappelant qu'il n'est pas une contestation sérieuse du droit des propriétaires, c'est-à-dire de l'empire du capital, qui ne se termine au tribunal, en prison ou carrément dans le sang — fraternité... Comme toujours, une institution ne livre sa vérité qu'au moment où elle est portée à ses points limites. C'est alors seulement qu'elle révèle d'un coup ce à quoi elle tient vraiment et la violence dont elle est capable pour le défendre. Le point limite de la république bourgeoise, c'est la propriété.

Mais la république bourgeoise n'épuise pas la République. Car si l'histoire a amplement montré ce dont la première était capable, elle a aussi laissé entrevoir une autre forme possible pour la seconde : la république sociale, la vraie promesse de la république générale. C'est que la république d'aujourd'hui n'est que la troncature bourgeoise de l'élan révolutionnaire de 1789 —

et plus exactement de 1793. La révolution de 1848 n'a pas eu d'autre sens que d'en faire voir les anomalies et les manques, les manquements même : car on ne peut pas prononcer l'égalité des hommes et bénir leur maintien par le capital dans le dernier état de servitude. Qu'est-ce que la république sociale ? C'est la prise au sérieux de l'idée démocratique posée en toute généralité par 1789, mais cantonnée à la sphère politique — et encore, sous quelles formes atrophiées... La république sociale, c'est la démocratie générale, la démocratie partout, et pas seulement comme convocation à voter tous les cinq ans... puis comme invitation à se rendormir aussitôt. L'égalité démocratique, c'est la détestation de l'arbitraire qui soumet un homme aux desiderata souverains d'un autre, par exemple : tu travailleras ici, et puis non, en fait là ; tu feras ce qu'on te dira et comme on te le dira ; il est possible aussi qu'on n'ait plus besoin de toi ; si c'est embêtant pour toi, c'est surtout ton affaire, et pas la nôtre, qui est seulement que tu vides les lieux. Tu nous obéiras pour une simple et bonne raison : c'est que tu vivras dans la peur. Il n'est pas un salarié qui n'ait expérimenté les pouvoirs de la peur. La peur, c'est l'ultime ressort de l'empire propriétaire, celle que quiconque éprouve lorsque ses conditions d'existence mêmes sont livrées à l'offreur d'emploi souverain.

Il n'y a pas de vie collective — et la production en est une partie — sans règles. Comme l'a montré Rousseau, l'autonomie n'est pas l'absence de règles, c'est de suivre les règles qu'on s'est données. Mais qui peut être ce « on » sinon l'ensemble des personnes qui se soumettent librement à ces règles — librement puisque ce sont les *leurs* ? Le petit nombre qui, par exemple dans l'entreprise, soumet unilatéralement tous les autres à *ses* règles, c'est tout ce qu'on veut sauf la démocratie. Mais au fait, comment appelle-t-on un système qui marche non à la délibération mais à l'obéissance et à la peur, sinon « la dictature » ? Un « démocrate » en conviendrait immédiatement, l'observant dans la sphère politique. Mais la chose lui semble ne plus faire aucun problème sitôt passé le seuil du lieu de travail — en réalité, il ne la *voit* même pas. Comment se peut-il que tous les amis de la république présente, qu'on reconnaît aisément à ce qu'ils ont de la « démocratie » plein la bouche, puissent tolérer ainsi la négation radicale de toute démocratie dans la vie sociale ? Comment peuvent-ils justifier que, hors la pantomime quinquennale, toute la vie concrète des gens soit demeurée dans une forme maquillée d'Ancien Régime où certains décident et d'autres se soumettent ? Comment le gargarisme démocratique s'arrange-t-il avec le fait que, dans la condition salariale, et une fois ôtées les concessions superficielles (ou les montages frauduleux) du « management participatif » et de l'« autonomie des tâches », les individus, rivés à des finalités qui ne sont pas les leurs — la valorisation du capital —, sont en réalité dépossédés de toute prise sur leur existence et réduits à attendre dans la passivité le sort que l'empire propriétaire leur fera — car, pour beaucoup, c'est cela désormais la vie salariée : l'attente de « ce qui va tomber » ?

Rendu au dernier degré du désespoir, Serge Klur, le licencié de Bernard Arnault, menace de mettre le feu à sa propre maison. La résolution burlesque orchestrée par *Merci patron !*, qui fait plier Bernard Arnault, qui rétablit Klur dans sa maison et dans l'emploi, va bien au-delà d'elle-même. C'est là toute sa force, d'ailleurs : nous montrant un cas particulier, le film de Ruffin nous fait irrésistiblement venir le projet politique de l'universaliser. Car tout le monde sent bien qu'on ne peut pas s'en tenir à sauver un Klur et puis plus rien. Qu'il ne s'agirait pas seulement non plus de rescaper tous les ECCE licenciés. Ce projet politique, c'est qu'il n'y ait plus jamais, qu'il n'y ait plus aucun Klur. Le salarié-jeté, le salarié-courbé, cette créature de l'empire propriétaire, doit disparaître. Mais alors... l'empire propriétaire également ! Et même préalablement.

Dans une république complète, rien ne peut justifier que la propriété financière des moyens de production (puisque, bien sûr, c'est de cette propriété-là seulement qu'il est question) soit un pouvoir — nécessairement dictatorial — sur la vie. Le sens politique de la république sociale, éclairé par le cas Klur, c'est cela : la destitution de l'empire propriétaire, la fin de son arbitraire sur les existences, la démocratie étendue, c'est-à-dire l'autonomie des règles que se donnent les collectifs de production, leur souveraineté politique donc. Disons les choses plus directement encore : ce qu'il appartient à la Constitution d'une république sociale de prononcer, c'est *l'abolition de la propriété lucrative* — non pas bien sûr par la collectivisation étatiste (dont le bilan historique est suffisamment bien connu...), mais par l'affirmation *locale* de la propriété d'usage (6), à l'image de tout le mouvement des sociétés coopératives et participatives (SCOP), des entreprises autogérées d'Espagne ou d'Argentine, etc. : les moyens de production n'« appartiennent » qu'à ceux qui s'en servent. Qu'elle s'adonne à l'activité particulière de fournir des biens et services n'empêche pas une collectivité productrice de recevoir, précisément en tant qu'elle est une collectivité, le caractère d'une communauté *politique* — et d'être autogouvernée en conséquence : démocratiquement.

Alors, résumons-nous : d'un côté la figure universelle des Klur, de l'autre la pathétique comédie de la primaire-de-toute-la-gauche-jusqu'à-Macron. Et la seule voie hors de cette impasse : le mouvement destituant-réinstituant de la république sociale, soit : le peuple s'emparant à nouveau de la chose qui lui appartient, la Constitution, pour en extirper le noyau empoisonné de la propriété et y mettre à la place, cette fois pour de bon, conformément au vœu de 1793, la démocratie, mais la démocratie complète, la démocratie *partout*. Et puis l'on verra bien qui, parmi les démocrates assermentés, ose venir publiquement contredire le mot d'ordre de cette extension.

Dans cette affaire, il est deux choses au moins qu'on peut tenir pour sûres. Depuis deux siècles, « république » aura été le nom d'emprunt d'une tyrannie : la tyrannie propriétaire. On mettra quiconque aura vu Klur sur le point de cramer sa propre maison au défi de contester le fait. Car en passant, c'est là l'immense force du film de Ruffin : montrer les choses.

Redisons cependant qu'en cette matière c'est l'histoire qui ajoute la contribution la plus décisive à la qualification des faits. Que restait-il de la démocratie dans les bains de sang de 1848 et de la Commune ? Comme on sait, c'est au nom de la République qu'on massacrait alors — la République, fondée de pouvoir de la tyrannie propriétaire. Mais, comme disait Proust, « le mort saisit le vif », et ce passé républicain n'a pas cessé d'infuser dans notre présent. N'est-ce pas l'ordre républicain qui embastille aujourd'hui les Goodyear, ou traîne en justice les Conti, c'est-à-dire tout ce qui ne veut plus de l'existence courbée, tout ce qui relève la tête ? Quoi d'étonnant, et surtout quoi de plus symptomatique, que des Valls et des Sarkozy se reconnaissent identiquement dans cette République-là ? Que celle-ci n'ait plus pour sujets de discussion obsessionnels que la laïcité, l'école, l'identité nationale ou la sécurité ? La République n'est-elle pas non plus ce régime qui, de Thiers à Valls en passant par Clemenceau et Jules Moch, nous a livré l'engeance dont la dénomination contemporaine est « Parti socialiste » — des républicains... ?

L'autre chose à tenir pour certaine est que, si une destitution ne débouchant sur aucune réinstitution est un coup pour rien, une réinstitution sans destitution est un rêve de singe. Il n'y a plus qu'à raisonner avec méthode : par définition, on ne destitue pas en restant... dans les institutions — ou en leur demandant poliment de bien vouloir s'autodissoudre. Ça se passera

donc autrement et ailleurs. Où ? Logiquement, dans le seul espace restant : l'espace public. Le premier lieu d'un mouvement constituant, c'est la rue, les places. Et son premier geste, c'est de s'assembler.

Cependant, on ne se rassemble pas par décret. La chose se fait ou elle ne se fait pas. On sait toutefois qu'un mouvement de transformation n'admet la colère que comme comburant : le vrai carburant, c'est l'espoir. Mais précisément, ne nous trouvons-nous pas dans une situation chimiquement favorable, où nous avons les deux produits sous la main ? On conviendra que ce ne sont pas les barils de colère qui manquent. Il suffirait d'ailleurs de les mettre ensemble pour que leur potentiel détonant devienne aussitôt manifeste. C'est que l'injustice est partout : Goodyear, Conti, Air France, donc, mais aussi « faucheurs de chaises », lanceurs d'alerte LuxLeaks, professeur d'université coupable d'avoir rappelé (parodiquement) de quelle manière l'actuel premier ministre parle (sérieusement) des « *white* » et des « *blancos* » : tous entraînés devant la « justice républicaine ».

L'indignation, le comburant. Le carburant, l'espoir. L'espoir commence quand on sait ce qu'on veut. Mais ce que nous voulons, nous le savons confusément depuis longtemps en fait. Nous en avons simplement égaré l'idée claire, et jusqu'au mot, alors qu'ils étaient là, dans les plis de l'histoire, en attente d'être retrouvés. La république sociale, c'est la démocratie totale. C'est surtout le vrai, l'unique lieu de la gauche, qui ne sait plus ce qu'elle est lorsqu'elle le perd de vue, et à qui un républicain peut alors logiquement promettre la mort prochaine (7). En passant, il faudrait demander à la « primaire à gauche » si elle a seulement... une définition de la gauche — et il y aurait sans doute de quoi rire longtemps. Or ce qu'est la gauche, c'est l'idée même de république sociale qui le dit : la démocratie à instaurer partout où elle n'est pas encore, et donc à imposer à l'empire propriétaire.

Beaucoup d'initiatives « à gauche » cherchent à tâtons des solutions et pensent en avoir trouvé une dans la substitution du clivage « eux/nous » au clivage « droite/gauche ». C'est une parfaite erreur. Tous ceux qui, Podemos en tête, pensent s'en tirer ainsi, par exemple en se contentant de dire que « eux » c'est « la caste » et « nous » « le peuple », se perdront, et l'idée de gauche avec eux. Mais tout change au moment où l'on restitue au clivage son sens véritable : « eux », ce sont tous les fondés de pouvoir de l'ordre propriétaire ; et « nous », c'est le grand nombre de ceux qui, condamnés à y vivre, doivent en souffrir la servitude.

Tout cela mis ensemble, il se pourrait, comme on dit au jeu de cartes, que nous ayons une *main* : un clivage « eux/nous » aux toniques propriétés, mais dont le contenu, reformulé autour du conflit propriétaire, revitalise l'idée de gauche au lieu de l'évacuer ; la république, dont le mot est parfaitement accoutumé, mais sociale, et par là réinscrite dans une histoire politique longue ; la démocratie, enfin, ce signifiant incontestable, dont par conséquent nul ne peut refuser la pleine extension. Et pourtant il ne faut pas imaginer que tout cela nous sera donné de bonne grâce. Comme tout ce qui s'est jusqu'ici opposé à la souveraineté propriétaire, et a fortiori comme tout ce qui se proposerait d'y mettre un terme pour de bon, la république sociale et la démocratie totale ne seront offertes qu'à une conquête de haute lutte.

FRÉDÉRIC LORDON

Economiste et philosophe. Dernier ouvrage paru : *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, La Fabrique, Paris, 2015.

- (1) Dans le roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa *Le Guépard* (1958), un personnage d'extraction noble, confronté à un mouvement révolutionnaire, expose sa stratégie pour préserver les privilèges de sa classe : « *Tout changer pour que rien ne change.* »
- (2) Cf. Julien Coupat et Eric Hazan, « [Pour un processus destituant : invitation au voyage](http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage_1428639) [http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage_1428639] », *Libération*, Paris, 24 janvier 2016.
- (3) Lire « [Un film d'action directe](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2016.
- (4) Serge Klur, ouvrier licencié d'ECCE, filiale du groupe de Bernard Arnault LVMH, est, avec sa femme Jocelyne, le personnage principal de *Merci patron !*.
- (5) Le secrétaire général de LVMH, Antoine Jamet, est un ancien responsable socialiste.
- (6) Cf. Bernard Friot, *Emanciper le travail*, La Dispute, Paris, 2014.
- (7) Manuel Valls, « [La gauche peut mourir](http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140614.OBS0523/manuel-valls-la-gauche-peut-mourir.html) [<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140614.OBS0523/manuel-valls-la-gauche-peut-mourir.html>] », *L'Obs*, Paris, 14 juin 2014.



Écouter cet article

25:51 • Lu par ARNAUD ROMAIN

[TÉLÉCHARGER LE FICHIER MP3](#)

Mot clés : Histoire Politique Capitalisme Démocratie Social-démocratie Mouvement de libération
Mouvement de contestation **France**